

POURQUOI L'EUROPE ?

Nous sommes en 1867, un an après le massacre de Sadowa perpétré par le puissant empire de Prusse, face à une Europe morcelée et désolée. Deux ans avant l'Exposition universelle, Victor Hugo écrit un vibrant plaidoyer pour la nation européenne qu'il voit alors investie d'une véritable mission civilisatrice.

Nous sommes en 2003. Le spectre d'une non moins redoutable démonstration de puissance, cette fois de l'Empire américain à Bagdad, hante les esprits. Jamais, au demeurant, nous n'avons vécu sur une planète aussi explosive tant les tensions et les risques de conflits sont nombreux, et les moyens de destruction importants.

Mais l'Europe, elle, va son chemin, réconciliée, rassemblée dans une Union qui s'apprête à accueillir en son sein 10 pays qui, pour la plupart, il y a peu de temps encore, étaient sous la férule soviétique et appartenaient au pacte de Varsovie.

Victor Hugo était-il prophète ou visionnaire ? Aurait-il fait un rêve qui, mobilisant les énergies, serait devenu réalité ? Ou qui, après toutes les horreurs commises en Europe, aurait enfin ramené les hommes à la raison ? Hélas !, il n'est pas dit ni que la raison, une fois pour toute, l'ait emporté, ni qu'un rêve inspire, rassemble et anime les Européens. Pire, la paix étant considérée comme acquise, il semble que l'Europe les ennuie.

Il est donc important, une fois encore, de s'interroger sur les finalités de l'Europe, de cette superbe construction collective que, cependant, l'on ne sent pas toujours animée par le grand dessein que l'on aimerait la voir accomplir.

Il faut donc savoir gré à Jacques Delors de venir ici nous rappeler ce qui, à ses yeux, constitue nos « trois ambitions communes : un espace de paix active, un cadre pour le développement durable et une manière particulière de gérer/valoriser notre diversité culturelle et éthique ».

Quant à la création d'un espace de paix active (il faut souligner cet adjectif) et à l'instauration d'une unité respectueuse de la diversité de ses membres, je n'y reviendrai pas, bien qu'il s'agisse, à l'évidence, d'un enjeu d'une extrême importance pour les Européens eux-mêmes, les populations qui nous entourent et la planète toute entière.

Je n'y reviendrai pas, hormis pour souligner que si l'on évoque bien souvent le phénomène de mondialisation et le risque correspondant d'uniformisation, l'on ne souligne jamais assez les forces centripètes qui sont à l'œuvre dans le monde actuel, les tensions d'origine religieuse, identitaire, ethnique... et le danger subséquent de dislocations plus ou moins violentes, tant au sein de nos sociétés que, a fortiori, au plan international.

Il faut aussitôt ajouter que, à cet égard, la construction de grandes régions dotées d'un véritable pouvoir en matière de sécurité et de défense, plus généralement de politique étrangère, est sans doute la seule réponse possible au défi d'une gouvernance planétaire à peu près équilibrée. Il n'est ni possible ni acceptable que les États-Unis prétendent, à eux seuls, dominer la scène mondiale et y imposer leur loi — ni possible ni acceptable qu'un monde aussi solidaire soit à ce point tributaire, partout et à chaque instant, de la folie de quelques minorités.

Mais il me semble que, au-delà de cet objectif de paix active qui passe par l'instauration d'un monde multipolaire, il y a un autre enjeu : il faut que l'Europe incarne un projet de civilisation.

Le terme de développement durable, reconnaissons-le, est sympathique et généreux. Mais c'est un concept trop vague, trop creux, trop mou, qui renvoie, en théorie au moins, à des finalités (l'efficacité économique, l'équité sociale et la protection de notre écosystème) dont on ne peut célébrer l'union en feignant d'ignorer les failles, voire les contradictions.

L'on affirme volontiers, du moins en Europe, qu'il ne peut y avoir de développement sans démocratie. Et l'on assimile souvent, en Occident, la démocratie au marché, le trait d'union étant finalement la liberté d'entreprendre. Nous avons assurément besoin de libérer, en Europe, les énergies. Cela est particulièrement vrai, en France, où nous souffrons d'une société excessivement bloquée.

Mais, comme l'avait remarquablement mis en évidence Michel Albert

dans son livre *Capitalisme contre capitalisme*¹, il y a plusieurs formes de libéralisme. Il opposait alors le « modèle néo-américain » et le « modèle rhénan », celui-là auquel on se réfère parfois en parlant d'une économie sociale de marché, que je désignerais plutôt par le terme de libéralisme bien tempéré.

Le problème, en réalité, me paraît être d'apprendre à mieux concilier la liberté sans laquelle rien n'est possible, et des modes de régulation collective en l'absence desquels notre société serait en permanence en proie aux sauvageries. On l'observe dans le domaine économique où, lorsqu'il n'y a point un minimum d'éthique collective, les pires pratiques se développent, en Europe aussi bien qu'aux États-Unis. On l'observe a fortiori dans le domaine social et écologique, où les seules lois du marché sont notoirement insuffisantes et conduisent à des dérapages dont les effets pervers sont redoutables, sapent la confiance sans laquelle la société elle-même finit par être paralysée.

Les Européens ne s'y trompent pas. On le voit bien au travers des enquêtes sur l'évolution des valeurs puisque, si la permissivité quant à la vie privée ne cesse de croître, en revanche les Européens désormais exigent, en matière de vie collective, que des normes soient fixées et respectées².

Cela signifie que nous avons besoin que soient établies des règles du jeu claires. Mais il faut surtout que l'Europe invente (ou réinvente) une troisième voie : cela est évident en termes institutionnels, entre le fédéralisme et l'Europe des États ; cela est encore plus vrai en termes de modèle de société.

Hugues de Jouvenel

1. ALBERT Michel. *Capitalisme contre capitalisme*. Paris : Éditions du Seuil, 1998, 315 p.

2. « Les valeurs des Européens. Les tendances de long terme ». *Futuribles*, n° 277, juillet-août 2002.